

6 Société et Culture

Enseignement supérieur/Mouvement d'humeur des étudiants boursiers de l'Institut supérieur d'ingénierie (ISI)

Les impayés des frais d'études à l'origine de la grogne

Prissilia.M.MOUIY
Libreville/Gabon

LES étudiants boursiers de l'Institut supérieur d'Ingénierie (ISI) ont manifesté, hier, à Libreville, dans l'enceinte de leur établissement, sis aux Trois-Quartiers. Ils exprimaient ainsi leur exaspération suite au traitement dont ils font objet depuis quelques mois. En effet, renvoyés des cours pour impayés de plus deux ans, ils disent être obligés de verser à l'ISI une somme de 280 mille francs aux fins des soutenances. « Nous sommes affectés par les décisions de l'administration et par les impayés de notre scolarité par l'État gabonais. L'administration nous demande de payer la dette de l'État. Chaque étudiant devra donc payer à peu près 5 millions de francs, soit trois années d'impayés de frais d'études. En plus de cela, nous devons payer 280



Photo : SNN

Les étudiants boursiers de l'ISI rejettent les décisions de l'établissement.

mille francs pour l'authentification de nos diplômes», explique un étudiant, exaspéré. Les apprenants d'ISI dénoncent surtout la démarche des responsables dudit établissement à vouloir leur faire porter une responsabilité qui incombe au gouvernement. Selon eux, la subvention de leurs études par l'Etat s'est faite

sur la base d'un contrat entre l'ISI et l'Agence nationale des bourses du Gabon (ANBG). En cas de non-respect de cet accord, il revient aux deux parties de réfléchir sur une quelconque issue. L'administration de l'établissement, quant à elle, dit être dos au mur et s'interroge sur le sort de ces étudiants. Pour Pierre Mikolo,

directeur général intérimaire d'ISI, « la somme exigée aux étudiants pour leurs frais de diplôme devrait leur permettre de soutenir leurs mémoires de fin de cycle. Les étudiants boursiers refusent l'idée de payer pour la délivrance de leur diplôme. L'État doit s'exécuter. Nous sommes une entreprise, nous avons des employés à notre

charge, des factures à régler... Ces impayés ne nous permettent plus de fonctionner normalement», a-t-il fait savoir. Les étudiants disent attendre une réelle communication entre les responsables d'ISI et l'Etat gabonais, afin de trouver une issue à ce problème qui les met en difficulté dans leurs cursus académiques.

Ici et ailleurs

• Littérature
Yambo Ouologuem, le défricheur s'en est allé
L'écrivain malien Yambo Ouologuem, premier Africain lauréat du prix littéraire français Renaudot, est décédé, dimanche, à Sévaré, dans le centre du Mali, à l'âge de 77 ans, a appris l'AFP, lundi, auprès de sa famille. "Yambo Ouologuem est mort dans un hôpital de Sévaré" dans la région de Mopti. "Il était souffrant depuis un moment", a indiqué à l'AFP Issa Ouologuem, un membre de la famille de l'écrivain. Il a été inhumé, hier, selon la même source.

• Cinéma
Zeta-Jones espère la fin des "hommes préhistoriques"



La chute du producteur hollywoodien Harvey Weinstein va marquer la fin des "hommes préhistoriques" qui s'en prennent aux femmes, a espéré, hier, à Cannes, la star britannique Catherine Zeta-Jones, à l'occasion de la première projection du téléfilm "Cocaine Godmother". L'actrice a souhaité que ce scandale de harcèlement et d'agressions sexuelles marque "un tournant" dans la façon dont les femmes sont traitées, au-delà de Hollywood, "dans tous les secteurs, institutions, écoles...". « J'espère que ces gros vieux hommes préhistoriques qui pensent qu'ils peuvent s'en sortir tout en ayant ce genre de comportement font désormais partie d'une espèce disparue », a-t-elle dit lors d'une conférence de presse au Mipcom, le marché international des contenus audiovisuels

• Épidémie
Propagation de la peste à Madagascar

L'épidémie de peste qui s'est déclarée il y a deux mois à Madagascar continue à se propager, notamment dans sa capitale Antananarivo, et a fait déjà au moins 74 morts, selon un nouveau bilan publié hier par les autorités locales. Au total 805, cas de la maladie ont été recensés sur le territoire de la Grande île, a ajouté le ministère de la Santé. La peste réapparaît presque chaque année à Madagascar, généralement de septembre à avril. Mais cette année, l'épidémie a débuté dès août et s'est propagée "aux grandes zones urbaines, contrairement aux précédentes épidémies", selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Rassemblés par SNN

Éducation nationale/Rencontre ministre-chefs d'établissements

Pour une amélioration de l'école publique gabonaise



Photo : R.H.A

La ministre de l'Éducation nationale, Nadine Anguile Obama (2e à d) échangeant...



Photo : R.H.A

...avec les responsables d'établissements sur la bonne marche de l'école gabonaise.

R.H.A
Libreville/Gabon

Après un premier jet dans notre édition d'hier, voici l'essentiel de la rencontre entre le ministre Nadine Patricia Anguile et les responsables d'établissements au lycée national Léon Mba, lundi après-midi.

AU cours de la rencontre qu'elle a eue lundi avec les chefs d'établissements scolaires, la ministre de l'Éducation nationale, Nadine Patricia Anguile Obama a abordé plusieurs points avec ses interlocuteurs. Insécurité dans les lycées et collèges, recrutements directs, application du double flux et construction de nouvelles salles de classe sont autant de points évo-

qués à cette occasion. La patronne du département de l'Éducation a mis un accent particulier sur la question de l'insécurité aux abords des établissements scolaires. Et à ce propos, la ministre a dit avoir sollicité l'intervention de son collègue de l'Intérieur, pour que des agents des Forces de police soient affectés à cette tâche, et qu'une Organisation non gouvernementale (ONG) vienne en appui à l'intérieur des structures scolaires. « Nous avons vu une ONG qui se propose d'assurer la sécurité des élèves dans les établissements scolaires. On leur a donné une semaine pour expérimenter. Ce lundi, ils ont commencé au niveau du lycée Léon Mba, puis au lycée Paul Indjendjet Gond-

jout le jour d'après. Que les policiers restent à l'extérieur, étant donné qu'ils sont en uniforme et que cette ONG soit à l'intérieur », a dit la ministre. Elle a, par ailleurs, invité les responsables d'établissements à se rapprocher des commerces établis à proximité de leurs structures pour être édifiés sur la qualité des produits commercialisés d'une part. Et organiser une communication autour de la consommation et la vente de stupéfiants et autres drogues, d'autre part. Ce, en formulant cet avertissement: "les flagrants délits seront sévèrement punis". S'agissant de l'épineuse question de la construction des salles de classe, Mme Anguile Obama a dit toute sa volonté à résoudre ce

problème qui se pose avec acuité. Ce projet qui est contenu dans le Plan d'urgence de ce ministère bénéficiera prioritairement au lycée de Diba-Diba et au collège Raymond Bouckat de Mindoubé. Mais pour l'heure, la seule option capable de résoudre les effectifs pléthoriques reste le double flux. « Nous avons pris cette action à bras-le-corps dès que nous sommes arrivés à la tête de ce ministère, et nous avons essayé d'inscrire cette action dans le Plan d'urgence de l'éducation. Nous allons essayer de finaliser le projet de construction de salles supplémentaires dans certaines structures, et de faire aboutir ce projet », a-t-elle rassuré. Les problèmes de l'éducation sont multiples. Raison

pour laquelle il a été demandé aux chefs d'établissements de produire des fiches techniques qui "serviront de tableau de bord dans la résolution de ces problèmes". La ministre a, par la suite, invité ses collaborateurs à cultiver la discipline, la rigueur et l'amour au sein de ces "mini-entreprises" placées sous leur responsabilité. Un des responsables a fait cette proposition à la ministre de l'Éducation nationale: "faire de l'école publique gabonaise le modèle de l'Institut Immaculée Conception". C'est-à-dire l'établissement dont elle était la directrice, avant d'accéder au gouvernement.